

DEBAT NATIONAL

19 FEVRIER 2019 - ARGELES SUR MER

Thématiques :

- la démocratie et la citoyenneté
- la transition écologique

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Manifestations lycéennes pour l'écologie : « On ne veut pas de taxes punitives » disent les lycéens. Pourquoi taxer les automobilistes et pas les gros bateaux et les avions qui polluent davantage ? Malgré les taxes on continue de consommer du pétrole, on continue à rouler. Ne vaudrait-il pas mieux travailler et axer les recherches sur les nouveaux carburants, tel l'hydrogène.
- La transition écologique n'existera pas sans responsabilité écologique. Les pollueurs doivent payer. Il faut que chacun soit responsabilisé. Par exemple, il est anormal de laisser tourner son moteur devant la boulangerie pendant qu'on achète son pain. Si on pollue, on doit payer quelque soit le niveau de responsabilité.
- Attention toutefois, à ne pas s'autoriser à polluer sous prétexte qu'on a les moyens de payer.
- Le niveau de pollution de la France, c'est 1% de la pollution mondiale. Les pays en voie de développement cherchent avant tout à mieux vivre sans se préoccuper d'écologie. On n'est plus maître de notre destin.
- On devra forcément payer des taxes. Tant qu'on ne taxera pas les énergies fossiles, on gaspillera.
- Concernant le Glyphosat, on ne pourra pas totalement l'interdire. Mais pour que la baisse soit effective, il faut que les prix soient élevés.
- On doit interdire le Glyphosat, et financer la recherche afin de trouver de nouveaux produits. La recherche c'est très important.
- Application de la loi littoral, si l'on veut vraiment protéger nos côtes, il faut appliquer cette loi intégralement. L'assouplir, c'est dangereux.
- L'information aussi est importante et afin d'économiser le papier, on pourrait privilégier des moyens d'informations plus écologiques comme les raquettes électroniques placées aux endroits stratégiques du village.
- Il existe une initiative : « S cool bus » qui est une sorte de vélo collectif et qui permet d'emmener les enfants à l'école.
- La nature se régénère elle même, les espèces sont capables de se défendre. Il faut encourager les solutions alternatives , la permaculture par exemple.
- Habitation. Faire des travaux en vue d'économiser l'énergie, n'est pas simple. Il faut pouvoir être éligible aux aides prévues même quand on fait les travaux soi même, en étant simplement contrôlé par un expert, à l'issue des travaux.
- Rétablissons l'éco-taxe, cela permettra de taxer les poids lourds pollueurs qui traversent la France, sans s'y arrêter et encourageons le ferroutage.
- Il ne faut pas inclure dans le déficit imposé par l'union européenne (3%) les travaux et les investissements réalisés pour économiser l'énergie.
- Il faut également rendre la taxation plus sociale. Taxons le luxe plus que le nécessaire. Par exemple remplir une piscine ou arroser un golf, c'est plutôt du domaine du luxe en regard de la consommation d'eau destinée à l'hygiène ou à la boisson.
- Par ailleurs, on doit assumer nous la pollution qu'on délocalise.
- La transition écologique est un enjeu majeur à prendre en considération : pollution ,extinction des espèces, état de la Méditerranée.
- Les propositions gouvernementales (éoliennes, voitures électriques) ne sont pas satisfaisantes. Essayons plutôt de moins consommer. Est-il normal que la création d'un golf à Villeneuve de la Raho soit déclaré d'utilité publique ?

DEBAT NATIONAL

19 FEVRIER 2019 - ARGELES SUR MER

- En matière d'écologie, on n'avancera pas tant que les pollueurs ne seront pas taxés et que les fonds récoltés ne seront pas dédiés à la recherche. Avec ces fonds on pourrait aider les pays en voie de développement à polluer moins.
- Depuis cinquante ans, les scientifiques tirent la sonnette d'alarme. On a les moyens de faire mieux et on attend.
- Il faut réviser nos comportements. Il est grand temps de se poser les bonnes questions.
- Pour ce qui est de nos consommations énergétiques, les factures nous rappellent à la raison.

CITOYENNETE

Pourquoi ne prend on pas de décisions éthiques ? Parce que ce sont les lobbies qui décident et on n'écoute pas le peuple. Le système dysfonctionne.

Des réunions d'information sur la démocratie participative et sur le référendum d'initiative citoyenne sont organisées. Il faut réfléchir pour que les citoyens prennent leur part dans l'élaboration des lois.

Aujourd'hui, les magistrats, selon qu'ils sont du parquet (magistrature assise) ou juges (magistrature debout) sont soumis ou non à une hiérarchie. Préférons que tous soient , comme les juges (magistrature debout) indépendants.

Pour encourager la citoyenneté, instaurons le service civique obligatoire.

Force est de constater que certains ne peuvent pas exercer leurs droits de citoyens – défaut de logement, manque d'éducation, problèmes de santé. On a donc des citoyens de seconde zone. L'éducation garantit chez nous, à une très forte majorité, les droits des citoyens, en revanche en ce qui concerne la santé et le logement on n'est pas tous égaux. Il est important d'obtenir la gratuité de tous les soins pour tous et pour les problèmes de logements des SDF pourquoi ne pas renouer avec les logements foyers type SONACOTRA, qui donneraient un logement à tous ?

Notre société se délite. On est trop individualiste. On constate que la société souffre de fractures sociale et générationnelle.

Imaginons un bénévolat civique : on participe à la vie civique bénévolement. En contrepartie on peut prétendre à une aide financière ou autre qui valorise l'action bénévole. C'est un contrat altruisme/ civisme que l'on fait tout au long de sa vie.

REFERENDUM D'INTIATIVE CITOYENNE (R.I.C.)

Le japon autrefois a envoyé des délégués de par le monde afin de connaître les méthodes des et autres pays. A notre tour, nous pourrions prendre exemple sur la Suisse pour le référendum d'initiative citoyenne.

Afin que ces consultations ne soient pas dévoyées par une forte abstention, on doit envisager le vote obligatoire. On peut, en adaptant, s'inspirer des autres pays, la Belgique par exemple.

Attention, le référendum n'est pas toujours la solution idéale. Dans le cas de l'aéroport de Nantes, les résultats ont été biaisés. La majorité des votants étaient ceux qui avaient intérêt à la construction du nouvel aéroport.

On peut également penser au Brexit, (referendum britannique) qui se révèle inapplicable aujourd'hui. Lorsqu'on soumet au vote populaire, une question, tout le monde n'est pas spécialiste et ne vote pas en connaissance de cause. Les résultats sont donc faussés.

Le référendum c'est l'échec de la démocratie représentative.

Le référendum, c'est souvent un plébiscite (cf les années de Gaulle). C est inquiétant dans le référendum d'initiative citoyenne, c'est le coté négatif des questions. Des questions négatives ne proposent rien. C'est regrettable. Par ailleurs, le côté très réactif du RIC est un peu gênant, on ne peut pas évincer les élus en cours de mandat sur la foi d'un référendum. Privilégions plutôt – à l'instar de la constitution américaine- les élections à mi mandat qui ne serait pas une consultation révocatoire.

DEMOCRATIE.

Notre régime est beaucoup trop présidentiel. Il faut inverser le calendrier électoral et voter d'abord pour des idées (élection des députés) et ensuite pour une manière d'appliquer ces idées (élection du Président de la République).

DEBAT NATIONAL

19 FEVRIER 2019 - ARGELES SUR MER

Peut on tolérer qu'un Président de la République soit élu par une minorité ? Il faut prendre en compte les bulletins blancs ou nuls, et en dessous d'un certain pourcentage, on revote.

Le vote obligatoire c'est une contrainte de plus, on ne pourra pas contraindre les gens insolubles à voter.

Le vote obligatoire, fonctionne très bien en Belgique, il y a très peu d'abstentions.

Pour vivre ensemble, il faut un contrat. Ce contrat c'est la Constitution et les lois et les décrets en sont l'application. Le référendum est une idée très ancienne (constitutions révolutionnaires de 1791 et 1793)

En 2018, la Cour européenne des droits de l'homme a décidé que ses décisions seraient supérieures aux décisions nationales.

Le vote obligatoire est très compliqué à mettre en place. Posons nous plutôt la question de savoir si nous avons les bons candidats, ceux qui sont en adéquation avec le poste.

Il faut placer au sommet de l'État des personnes ressources, qui soient expertes et qui élaborent les lois.

La démocratie ne passe pas uniquement par le vote. Par exemple, au plan local, la population peut participer à des commissions. Il est bon qu'elle participe. Il est nécessaire d'informer mais également de tenir compte des propositions.

L'exercice de la démocratie dépasse le vote : liberté de la presse et des médias, multipartisme, et politique éducative qui permette aux citoyens de jouer son rôle.

On ne peut pas demander l'avis des gens s'il n'y a pas, au départ, une éducation reçue.

Au lieu de prévoir des sanctions en cas de vote obligatoire, mieux vaut encourager ceux qui votent.

Le vote obligatoire ne pénalisera pas ceux qui ont des difficultés pour voter, la procuration permet à tous de voter.

La sixième république intègre le référendum d'initiative citoyenne, elle remplacerait la cinquième république née du coup d'état d'un militaire aristocrate. Elle permettrait de généraliser les réunions de quartier, les forums sur internet. Elle a induit un comportement petit bourgeois regrettable. Et ce n'est pas l'école qui fera évoluer cela.

DIVERS

- La loi concernant les augmentations de prix n'a pas eu de retombées sur les fournisseurs, comme c'était prévu.
- On évoque rarement la santé, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, il faudrait travailler sur ces points cruciaux avec les associations qui s'occupent de ces problèmes qui les gèrent et qui sont compétentes.
- 10% de la population est en situation de handicap. Depuis 2015, tous devraient pouvoir se déplacer et accéder partout dans nos villes qu'ils soient en fauteuil, en poussettes ou âgés. Il y a encore beaucoup d'aménagements à faire.
- La santé se privatise, les cliniques font partie de grands groupes financiers dont l'unique préoccupation est le profit. Revenons au service public.
- Les réseaux sociaux et internet sont très dangereux, paroles abusives, fake news etc...Comment peut on réguler les réseaux sociaux ? Il faudrait supprimer l'anonymat sur internet. Le jour où le service public disparaîtra, l'égalité aura disparu.